



Ministerio de Economía
y Producción



L'imposition des petites et moyennes entreprises – Comment l'améliorer ?

Conférence mondiale du Dialogue fiscal international (DFI)
Buenos Aires, Argentine, 17 – 19 octobre 2007

Communiqué de presse

Du 17 au 19 octobre à Buenos Aires, Argentine, le Dialogue fiscal international – une initiative conjointe de la Banque interaméricaine de développement (BID), du Fonds monétaire international (FMI), de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et de la Banque mondiale – a convoqué une conférence fiscale mondiale en vue d'examiner les expériences des pays dans le domaine de l'imposition des petites et moyennes entreprises (PME). La conférence, organisée par l'AFIP et ouverte par le Ministre de l'économie et de la production de l'Argentine, M. Miguel Peirano, a rassemblé approximativement 250 participants de haut niveau représentant 80 pays, ainsi que des représentants d'organisations fiscales internationales et régionales.

Il est admis que les PME jouent un rôle essentiel dans toutes les économies. Elles constituent un élément moteur de la création d'emplois et de l'innovation. Elles sont la forme prédominante d'organisation des entreprises, dont elles représentent entre 90 et 95 % de la population d'entreprise totale au niveau mondial. Elles tiennent une place importante dans l'économie ainsi que dans les préoccupations des responsables de la politique et de l'administration fiscales.

Pour évaluer l'incidence des systèmes fiscaux sur les PME, il ne suffit pas de prendre en compte les taux d'imposition. Les systèmes fiscaux contribuent beaucoup à favoriser la croissance, l'investissement et l'innovation et à faciliter les échanges et la mobilité internationale. En ce qui concerne les PME, les éléments essentiels à prendre en compte sont la nécessité de réduire au minimum la charge administrative tout en assurant la discipline fiscale, et notamment en prenant en compte les déterminants et les conséquences de l'exercice d'activités au sein de l'économie informelle. Cette discussion de deux jours et demi constitue une occasion unique pour de hauts responsables de la politique et de l'administration fiscales d'examiner ces questions et d'échanger leurs expériences au niveau mondial.

Le Ministre Peirano a indiqué que « les PME étaient le secteur le plus dynamique dans le cadre de la reprise économique actuelle de l'Argentine. La capacité de ces PME à créer des emplois et à s'adapter à un environnement complexe et changeant a bénéficié de l'appui des politiques gouvernementales destinées à renforcer leur participation aux échanges internationaux. En même temps, des dispositions prises dans le domaine de la politique et de l'administration fiscales ont aidé les PME à s'acquitter de leurs obligations à un coût moins élevé. »

Les PME qui opèrent dans l'économie informelle constituent une préoccupation pour tous les pays. M. Maximo Jeria, vice-Président de la BID, a souligné que « les PME qui opèrent dans l'économie informelle ont peut-être un accès limité aux perspectives de développement mais en même temps il est probable qu'elles disposent d'un avantage concurrentiel injustifié par rapport à celles qui respectent leurs obligations. Des réformes bien dosées peuvent permettre d'obtenir des résultats remarquables. Quelques expériences récentes montrent qu'une bonne performance de revenus ne signifie pas forcément des taux d'imposition fiscaux élevés. La simplicité et l'équité constituent des facteurs essentiels. Des systèmes fiscaux compliqués entraînent un développement considérable de l'économie informelle et de la fraude, même lorsque les taux sont faibles ».

Il est nécessaire d'étudier avec soin la question de savoir si des mesures spécifiques de politique fiscale à l'intention des PME sont appropriées. Mme Teresa Ter-Minassian, Chef du Département des finances publiques du FMI, a noté que « un système fiscal bien conçu et bien géré constitue un facteur essentiel pour promouvoir le développement du secteur des PME et réduire l'importance de l'économie souterraine. Cela n'implique pas nécessairement l'adoption de mesures spécifiques d'incitation fiscale à l'intention des petites entreprises. Ce qu'il faut faire c'est éviter d'exercer un effet dissuasif sur la création et le développement d'entreprises et ce que cela implique en fait c'est la nécessité d'éviter tout effet dissuasif sur la création et le développement d'entreprises et d'appliquer un régime fiscal qui soit simple et équitable ».

M. Marcelo Giugale, Directeur du Secteur de la région Amérique Latine et Caraïbes de la Banque mondiale, a noté que « la réduction du coût du respect des réglementations fiscales est particulièrement importante pour les PME, dans la mesure où toutes les données dont nous disposons confirment que c'est sur ces entreprises que pèse la charge la plus lourde à cet égard. Les stratégies de service aux contribuables utilisant les moyens informatiques ont donné des résultats remarquables. La simplification des processus de paiement et de transmission des déclarations est également importante et certains pays mettent en place des « guichets uniques » qui permettent aux entreprises de passer plus facilement du stade de la création à celui de la poursuite de leurs activités. Toutefois, d'importants défis restent à relever. Il est nécessaire que nous tirions des enseignements des expériences réussies ».

M. Pier Carlo Padoan, Secrétaire général adjoint de l'OCDE, qui présidait la séance d'ouverture à haut niveau, a fait le commentaire suivant : « l'imposition des PME ne pose pas seulement un problème de recouvrement d'impôts. La loyauté et l'établissement de règles du jeu équitables sont d'une importance essentielle. Par leur grand nombre, leur taux de renouvellement élevé et leur diversité considérable, les PME constituent des défis pour toutes les administrations. Il est nécessaire de prévoir un dosage approprié entre les stratégies de service aux contribuables et d'application des lois. La première mesure à prendre pour assurer le respect de la législation fiscale est de la rendre aussi simple que possible. Les PME ont besoin d'indications claires sur leurs obligations et d'une assistance ciblée pour s'y conformer. La gestion du risque, et l'identification des entreprises en infraction prennent alors de l'importance. Les entreprises doivent prendre conscience des inconvénients que comporte l'exercice d'activités dans le secteur informel et des conséquences d'un renforcement des mesures prises pour appliquer les lois. Il est nécessaire de trouver des moyens pour que le système fiscal incite les entreprises à rejoindre le secteur formel et non à en sortir ».

L'instauration du DFI, dans le cadre duquel s'inscrit notamment cette conférence mondiale, fournit une occasion à tous les pays de se rencontrer et de partager leurs connaissances et leur expérience. La BID, le FMI, l'OCDE et la Banque mondiale coopèrent pour offrir ces occasions et s'appuyer sur les atouts des différentes organisations. Ces rencontres prennent une importance croissante dans la mesure où la liste des problèmes fiscaux qui ont une portée internationale augmente rapidement, et où il est de plus en plus nécessaire de partager les expériences sur les problèmes rencontrés dans le cadre national compte tenu des besoins de recettes à mobiliser pour le développement. Pour plus de précisions sur le DFI, et pour accéder à un large éventail de ressources en ligne, vous pouvez visiter le site www.itdweb.org.

Les journalistes peuvent obtenir plus d'informations auprès des personnes suivantes :

M. Horacio Castagnola : hcastagnola@afip.gov.ar

M. Peter Kalil : peterk@iadb.org

M. Michael Keen : mkeen@imf.org

M. Jeffrey Owens : jeffrey.owens@oecd.org

M. Michael Engelschalk : mengelschalk@worldbank.org